

## **TURQUIE : LES INVESTISSEMENTS**

Dans cette page : [Les IDE en chiffres](#) | [Pourquoi choisir d'investir en Turquie](#) | [La protection des investisseurs étrangers](#) | [Les procédures relatives à l'investissement étranger](#) | [Les terrains et les immeubles](#) | [L'aide à l'investissement](#) | [Les opportunités d'investissement](#) | [Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres](#) | [Trouver de l'aide pour des informations complémentaires](#)

### Les IDE en chiffres

Selon le Rapport sur l'investissement dans le monde 2023 de la CNUCED, les entrées d'IDE en Turquie ont augmenté de 8,8 % en glissement annuel pour atteindre 12,8 milliards USD en 2022, alors que le stock total d'IDE s'élevait à 164,9 milliards USD. D'après les données de la balance des paiements de la Banque centrale de la République de Turquie (CBRT), le pays a reçu un total de 6,48 milliards USD d'entrées de capitaux propres sous forme d'IDE en 2022, soit un peu moins que les 7,1 milliards USD enregistrés en 2021. En outre, en 2022, la Turquie a recueilli 6,3 milliards d'USD d'investissements immobiliers étrangers et a reçu 800 millions d'USD d'IDE sous forme d'instruments de dette. Les données de l'Office turc de l'investissement montrent que la majorité des investissements étrangers sont dirigés vers les secteurs de la finance (31,6 %), de la fabrication (24,2 %) et de l'énergie (10,6 %), suivis par les services TIC (8,8 %), le commerce de gros et de détail (8,4 %), et le transport et l'entreposage (4,7 %). En termes de stocks, les Pays-Bas sont en tête, avec 15,7 % du total des investissements étrangers, devant les États-Unis (8,1 %), le Royaume-Uni (7,5 %) et les pays du Golfe (7,1 %, principalement le Qatar). Selon EY, 321 projets d'IDE ont été enregistrés en Turquie en 2022 (+22% en glissement annuel), créant près de 14 000 emplois ; tandis que les dernières données de l'OCDE montrent qu'au premier semestre 2023, les entrées d'IDE dans le pays ont totalisé 4,8 milliards USD, marquant une baisse de 30% par rapport à la même période un an plus tôt.

Le climat d'investissement de la Turquie est positivement influencé par sa démographie favorable et sa position géographique stratégique, qui lui donne accès à de multiples marchés régionaux, et possède l'un des régimes juridiques les plus libéraux pour l'IDE parmi les membres de l'OCDE. Le pays a adopté une série de réformes législatives pour faciliter l'accueil des investissements étrangers, comme la création du Bureau de l'investissement de la présidence de la République de Turquie, vitrine des efforts entrepris pour attirer les opérateurs étrangers, et la publication de la stratégie du gouvernement en matière d'investissements directs étrangers 2021-23. Les flux d'IDE se sont améliorés à la lumière du développement des partenariats public-privé pour les grands projets d'infrastructure, des mesures d'allègement des procédures administratives et de renforcement de la protection de la propriété intellectuelle, de la fin du filtrage des IDE et des réformes structurelles menées dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE. Les facteurs qui entravent le développement des IDE sont l'instabilité de la livre turque, comme en témoignent les crises monétaires qui éclatent régulièrement et font chuter sa valeur à des niveaux records, l'excès de bureaucratie, la lenteur du système judiciaire, l'instabilité macroéconomique, les changements fréquents de l'environnement juridique et réglementaire, et la proximité des conflits au Moyen-Orient. Dans l'ensemble, la Turquie bénéficie d'un climat favorable aux affaires, se classant 45e sur 82 pays dans l'Economist Business Environment et 47e dans le 2023 Global Competitiveness Ranking. Elle occupe également la 102e place sur 184 pays dans l'indice de liberté économique 2023.

Investissement Direct Etranger	2020	2021	2022
<b>Flux d'IDE entrants</b> (millions USD)	7.686	11.840	12.881
<b>Stocks d'IDE</b> (millions USD)	229.961	139.970	164.909
<b>Nombre d'investissements greenfield*</b>	210	211	265
<b>Value of Greenfield Investments (million USD)</b>	4.724	4.349	4.173

Source : UNCTAD, Dernières données disponibles.

Note : \* Les investissements greenfield correspondent à la création de filiales ex-nihilo par la maison mère.

### LES POSITIONS D'IDE PAR PAYS ET PAR SECTEURS D'ACTIVITE'

Les pays investisseurs	2020, en %
<b>Pays-Bas</b>	11,0
<b>Qatar</b>	9,0
<b>Allemagne</b>	9,0
<b>Royaume-Uni</b>	8,0
<b>Luxembourg</b>	5,0

Les secteurs investis	2020, en %
<b>Secteur manufacturier</b>	33,0
<b>Finance et assurance</b>	30,0
<b>Commerce de gros et détail</b>	23,0
<b>Energie</b>	5,0
<b>Information et communication</b>	2,0

Source : Banque centrale de Turquie, Dernières données disponibles.

Les formes de sociétés préférées par les investisseurs	Société anonyme, SA (Anonim Sirketi, AS) SARL (Limited Sirketi, Ltd)
Les formes d'établissements préférés par les investisseurs	Sur les 3.702 sociétés étrangères qui se sont implantées en Turquie : - 2991 sont des filiales (implantations) ; - 651 des prises de participation ; - 60 des succursales et bureaux de représentation
Les principaux investisseurs	Parmi les « Success stories » : Coca-Cola, Hyundai, Fiat, Ford, Bosch and Nestlé as well as BNP Paribas, Microsoft and Motorola.
Les sources statistiques	Institut statistique turc

## Pourquoi choisir d'investir en Turquie

---

Les points forts	<p>Avantages pour les IDE en Turquie :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les tentatives répétées de la Turquie pour rejoindre l'Union européenne ont contribué à établir l'adoption de règlements et de normes commerciales européennes, ce qui a libéralisé considérablement l'économie.</li> <li>• Dans la continuité de ces réformes, le gouvernement s'attelle à attirer les IDE dans la technologie, les textiles, les services (santé, éducation, transport en commun), les télécommunications, la construction navale, l'électronique et les bio-technologies.</li> <li>• Par sa vitalité démographique, le pays dispose d'une population jeune qui s'émancipe au sein d'une classe moyenne en plein développement (pouvoir d'achat en hausse) et orientée vers la consommation.</li> <li>• De plus, le coût relativement bas de la main-d'œuvre constitue un avantage supplémentaire de la Turquie.</li> <li>• Enfin, la Turquie dispose d'une situation géographique de choix et lui permet d'être un hub régional entre l'Europe, l'Asie et la zone économique MENA.</li> <li>• Le marché turc compte 85,3 millions de consommateurs</li> </ul>
Les points faibles	<p>Les principaux points faibles de l'économie turc sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une bureaucratie lourde et difficile à appréhender</li> <li>• Des changements fréquents dans l'environnement juridique et réglementaire</li> <li>• Une forte dépendance à l'égard des exportations et des importations d'hydrocarbures</li> <li>• L'incertitude du taux de change et des conséquences d'une dette publique augmentant toujours plus</li> <li>• Des risques géopolitiques régionaux élevés</li> <li>• Plongée de la monnaie et forte inflation</li> </ul>
Les mesures mises en place par le gouvernement	<p>Le gouvernement turc a joué un rôle important dans les initiatives visant à faire du pays une destination plus attrayante pour les investissements étrangers et les opérations commerciales. Le gouvernement turc propose un programme complet d'incitations à l'investissement : incitations générales, régionales, stratégiques et basées sur des projets.</p> <p>Le programme d'incitations de la Turquie offre les avantages suivants aux investisseurs : réduction de l'impôt sur les sociétés ; exemption des droits de douane ; exemption de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et remboursement de la TVA ; soutien des primes de sécurité sociale de la part de l'employeur ; déduction de la retenue d'impôt sur le revenu ; attribution de terrains ; et soutien des taux d'intérêt pour les prêts à l'investissement.</p> <p>Le programme d'incitations donne la priorité aux secteurs de haute technologie, à forte valeur ajoutée et compétitifs au niveau mondial et comprend des programmes d'incitation régionaux visant à réduire les disparités économiques régionales et à accroître la compétitivité. Les autres objectifs principaux sont de réduire le déficit des comptes courants et le chômage, d'augmenter le niveau des instruments de soutien, de promouvoir les activités de regroupement et de soutenir les investissements visant à promouvoir le transfert de technologies.</p> <p>Les entreprises étrangères peuvent bénéficier d'incitations à la recherche et au développement (R&amp;D) si la R&amp;D est menée en Turquie.</p> <p>La Turquie cherche à encourager l'esprit d'entreprise et les petites et moyennes entreprises (PME). Par l'intermédiaire de l'Organisation pour le développement des petites et moyennes entreprises (KOSGEB), le gouvernement turc offre diverses incitations aux idées innovantes et aux technologies de pointe.</p> <p>Le Conseil de la recherche scientifique et technologique de Turquie (TUBITAK) dispose de programmes spéciaux pour les entrepreneurs dans le secteur technologique, et la Fondation turque pour le développement technologique (TTGV) a des programmes qui fournissent des prêts de capitaux pour les projets de R&amp;D et/ou couvrent les dépenses liées à la R&amp;D.</p>

Des informations plus détaillées sont disponibles sur le site web du Bureau d'investissement de la présidence de la République de Turquie.

## La protection des investisseurs étrangers

---

Les conventions bilatérales d'investissement signées par la Turquie	La Turquie a signé plusieurs traités bilatéraux d'investissement. Pour voir la liste des pays participants, consultez le site de la CNUCED.
Les controverses enregistrées auprès de la CNUCED	Le Navigateur ISDS contient des informations sur les cas d'arbitrage international connus, engagés par des investisseurs contre des États en vertu d'accords internationaux d'investissement. La Turquie est impliquée dans 36 affaires en tant qu'État d'origine du demandeur et dans 14 affaires en tant qu'État défendeur.
Les organismes offrant leur assistance en cas de désaccord	ICSID , Centre international pour le règlement des disputes d'investissement ICCWBO , Cour internationale d'arbitrage, Chambre de commerce internationale
Membre de l'Agence Multilatérale de Garantie des Investissements (MIGA)	La Turquie est signataire de la Convention du MIGA.

Comparaison internationale de la protection des investisseurs	Turquie	Europe de l'est & Asie centrale	Etats-Unis	Allemagne
<b>Index de transparence des transactions*</b>	9,0	7,5	7,0	5,0
<b>Index de responsabilité des managers**</b>	5,0	5,0	9,0	5,0
<b>Index de pouvoir des actionnaires***</b>	6,0	6,8	9,0	5,0

Source : *The World Bank - Doing Business, Dernières données disponibles.*

## Les procédures relatives à l'investissement étranger

---

La liberté d'établissement	Il n'y a pas de limites générales à la propriété ou au contrôle étrangers. Toutefois, dans certains secteurs, on observe une pression croissante pour que les investisseurs étrangers s'associent à des entreprises locales et transfèrent des technologies, ainsi que certains obstacles discriminatoires à l'entrée d'étrangers, sur la base de "pratiques anticoncurrentielles", notamment dans le secteur des technologies de l'information et de la communication ou des produits pharmaceutiques.
La réglementation concernant les prises de participation	Les investissements étrangers ne sont pas limités et une notification est faite à la Direction générale des investissements étrangers après la réalisation de la transaction.
Les obligations de déclaration	La loi sur les marchés de capitaux est la principale législation régissant les sociétés publiques. Cette loi s'applique également aux fusions et acquisitions publiques, ainsi que le code de commerce turc. Les règles en matière d'acquisitions et de fusions sont réglementées et supervisées par le Conseil des marchés de capitaux, qui est autorisé à mener des enquêtes, à demander des informations et à appliquer des sanctions en cas de non-respect.
L'organisme auprès duquel déclarer l'investissement	Conseil des Marchés de Capitaux
Demande d'autorisation spécifique	Si la cible est active dans un secteur réglementé (tel que les télécommunications, l'énergie, les services bancaires et financiers), l'approbation du régulateur de ce secteur peut être requise. Dans certains secteurs considérés comme stratégiques tels que le secteur pétrolier, les médias (radio et TV) et le tourisme, les participations sont limitées à un certain montant (loi n°6326 de 1954).

## Les terrains et les immeubles

---

Les solutions temporaires	Il en existe plusieurs : la domiciliation de l'entreprise au domicile privé du dirigeant, la domiciliation et/ou l'hébergement dans un centre d'affaires, l'hébergement dans des ateliers-
---------------------------	--

relais, les pépinières d'entreprises ainsi que les locations de locaux professionnels.

La possibilité d'acheter un terrain ou un bâtiment industriel ou commercial

L'achat d'une propriété en Turquie relève de la loi n° 2644 de 2012, également connue sous le nom de loi sur le registre foncier, qui prévoit les conditions d'achat de tout type de bien immobilier : propriété résidentielle, propriété commerciale, terre agricole ou tout autre type de terrain. Les investisseurs étrangers qui souhaitent acheter des biens immobiliers en Turquie sont soumis à certaines restrictions. Pour acquérir le titre de propriété d'un bien immobilier, une demande doit être soumise au bureau local du registre foncier dans lequel le bien est situé.

Les risques d'appropriation

En vertu du droit turc, l'État et les personnes morales publiques peuvent, lorsque l'intérêt public l'exige, mettre fin à la propriété privée sans le consentement du propriétaire. Les investisseurs étrangers ont droit à une indemnisation s'ils sont victimes d'une expropriation. La législation exige principalement une indemnisation immédiate pour la valeur réelle de l'investissement exproprié.

## L'aide à l'investissement

---

Les formes d'aide

Le programme d'incitations régionales de la Turquie offre les avantages suivants aux investisseurs : réduction de l'impôt sur les sociétés, exonération des droits de douane, exonération de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et remboursement de la TVA, soutien des primes de sécurité sociale de la part de l'employeur, déduction de la retenue d'impôt sur le revenu, attribution de terrains et soutien des taux d'intérêt pour les prêts à l'investissement.

Les domaines privilégiés

Le programme d'incitation donne la priorité aux secteurs de haute technologie, à forte valeur ajoutée et compétitifs au niveau mondial et comprend des programmes d'incitation régionaux visant à réduire les disparités économiques régionales et à accroître la compétitivité.

Les zones géographiques privilégiées

Il existe un certain nombre de zones de développement technologique (ZDT) en Turquie où les entrepreneurs reçoivent une aide pour commercialiser leurs idées d'entreprise. Le gouvernement turc apporte son soutien aux ZDT, notamment en matière d'infrastructures et d'équipements, d'exonération de l'impôt sur le revenu et sur les sociétés pour les bénéficiaires tirés des logiciels et des activités de R&D, d'exonération de tous les impôts sur les salaires des chercheurs, des logiciels et du personnel de R&D employés dans la ZDTVAT, d'exonération de l'impôt sur les sociétés pour les secteurs spécifiques aux technologies de l'information, et d'exonération des droits de douane.

Au total, il existe 71 technoparcs en Turquie (Teknoloji Gelistirme Bölgeleri - TGB) gérés par la Direction générale de la recherche et du développement, elle-même rattachée au ministre turc de la science, de l'industrie et de la technologie.

Les zones franches

Il existe en Turquie 21 zones franches, dont 7 dans la région de Marmara. Les zones sont ouvertes à un large éventail d'activités, notamment la fabrication, le stockage, le conditionnement, le commerce, la banque et l'assurance. Les produits étrangers entrent et sortent des zones franches sans imposition de droits de douane ou d'autres taxes si les produits sont exportés vers les marchés de pays tiers. Les revenus générés dans les zones sont exonérés de l'impôt sur le revenu des sociétés et des particuliers et de la taxe sur la valeur ajoutée, mais les entreprises sont tenues de verser des cotisations de sécurité sociale pour leurs employés.

Organismes d'aides publiques et de financement

Ministère du commerce de la Turquie  
Direction générale des pratiques d'incitation et des capitaux étrangers  
Agence de soutien et de promotion des investissements du Premier ministre turc

Consultez [French Desk](#) pour trouver les banques et les sociétés d'assurances prêtes à vous accompagner en Turquie.

## Les opportunités d'investissement

---

Les secteurs économiques clés

### Industrie

La Turquie est un pays riche en ressources naturelles : bore, charbon, fer, zinc, chrome, cuivre, argent. L'exploitation de ces ressources est encore peu développée et représente de nombreuses opportunités. Cela peut également déboucher sur des opportunités dans l'industrie lourde. Les infrastructures sont également en mesure d'offrir bon nombre de possibilités d'investissement. Les secteurs de l'agro-alimentaire et du textile sont aujourd'hui demandeurs en équipements. D'autre part, on peut compter parmi les secteurs clés l'automobile et notamment le marché de la fourniture d'équipements automobiles, ainsi que la santé promise à un développement certain.

### Services

Le tourisme représente un secteur clé du pays, même s'il est déjà très développé sur les côtes méditerranéennes, la région de la capitale et la Cappadoce. Malgré son développement actuel, le secteur du tourisme dispose encore d'un potentiel important. Enfin, la position géographique de la Turquie offre de belles opportunités dans le domaine de la logistique, du transport et de l'assurance.

Les secteurs à fort potentiel	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Chimie - Plasturgie</li> <li>▪ Energie</li> <li>▪ Agro-alimentaire</li> <li>▪ Emballage</li> <li>▪ BTP / Second-œuvre</li> <li>▪ Télécoms</li> <li>▪ Minerais</li> <li>▪ Sous-traitance industrielle</li> <li>▪ Automobile</li> </ul>
Les programmes de privatisation	Consulter le site de la Direction turque de l'administration de la privatisation
Les appels d'offres, les projets et les marchés publics	Tenders Info , Appels d'offres en Turquie Globaltenders , Appels d'offres et projets en Turquie DgMarket , Appels d'offres dans le monde

## Les secteurs où les opportunités d'investissement sont moindres

---

Les secteurs monopolistiques	Médias, transport, service postal.
------------------------------	------------------------------------

## Trouver de l'aide pour des informations complémentaires

---

Les agences d'aide à l'investissement	Office d'Investissement de la République de Turquie
Les autres ressources utiles	Istanbul Chamber of Commerce
Les guides de l'investisseur	Faire des affaires en Turquie (Thomson Reuters Practical Law) (en anglais) Guide commercial de la Turquie - Département américain du commerce (en anglais) Exporter vers la Turquie - Département britannique du commerce international (en anglais) Investissement en Turquie - Guide KPMG (en anglais) Faire des affaires en Turquie - UHY (en anglais)

Contactez l'équipe [BNPP Trade Development](#) pour trouver un expert prêt à vous accompagner en Turquie.

Consultez [French Desk](#) pour trouver les agences de développement économique prêtes à vous accompagner en Turquie.